

le d'édilit

McGill DAILY le d'édilit

DPS SPD

DAILY PUBLICATIONS SOCIETY
SOCIÉTÉ DES PUBLICATIONS DU DAILY

Publié par la société des publications du Daily,
une association étudiante de l'Université McGill

REPENSER LA SPÉCIFICITÉ QUÉBÉCOISE
ENTREVUE AVEC CHARLES TAYLOR
PAGES 10&11



Le devenir de la culture québécoise n'appartient qu'à ses chantres

SIMON TARDIF

Alors que depuis l'élection du premier gouvernement de la Coalition avenir Québec, une part significative de la population québécoise se réjouit des politiques nationalistes mises de l'avant par le gouvernement Legault, il serait peut-être de bon ton de rappeler de quoi elles sont véritablement le nom. Comme cela peut transparaître dans l'entrevue de cette semaine avec le philosophe, homme politique et intellectuel public Charles Taylor, les motifs cachés derrière ces politiques se révèlent être de sombres desseins.

L'élection de la CAQ marque très certainement un tournant dans l'histoire moderne du Québec. Depuis l'échec référendaire de 1995 et la fameuse et tristement célèbre déclaration de l'ancien premier ministre Jacques Parizeau, la manière qu'a le Québec de faire référence à son caractère distinct et son destin historique n'est pas pour rendre grâce à la ferveur amoureuse d'un Pierre Bourgault. Pour autant, par-delà bien et mal, voilà un gouvernement qui – pour des raisons et par des manières déléguées – cherche à réorchestrer l'amour des Québécois-e-s pour ce qu'ils purent être historiquement. Par la force des choses, nous constatons que cet « amour » se construit sur la peur du migrant et de l'étrangeté, sur un imaginaire à même de dessiner des fresques historiques et funestes que l'Histoire ne connaît que trop bien. Tout ce programme prend place au sein d'un peuple qui s'est laissé aller aux ravages du temps, à la paresse. Albert Camus ne pensait-il pas, avec une certaine dose de sim-

plisme, ne le cachons pas, qu'il incombait à tous-tes d'aimer les humain-e-s avant les idées? Ne cherchons pas plus loin : l'angoisse qui ronge le Québec a beau se dérober et se voiler sous des peurs – des prétextes –, mais elle demeure la simple atonie d'un peuple qui ne sait plus s'aimer et n'a de confiance qu'en rien.

L'honorable « Maîtres chez-nous », la loi 101, les référendums et la Charte des valeurs québécoises et compagnie ont confisqué la volition de notre autodétermination culturelle ; nous ne nous donnons plus notre propre destin. Une souveraineté politique et économique n'est bonne que si elle se construit sur une culture siégeant par-delà les plus hautes cimes, fière d'elle-même. Les solutions techniques ne sauront résoudre les problèmes liés à la vitalité d'une culture minoritaire, car dans le péril elle dépend à chaque instant de la seule ferveur de ceux et celles qui veulent la créer et l'aimer. Confessons-le : loi 101 n'a jamais assuré la richesse et l'effervescence du fait français au Québec ; elle en a simplement couronné l'usage dont seules les royales statistiques peuvent dorénavant saluer l'ex-sanguine chair. Quel sera l'heureux moment de cette situation?

Se revendiquer Québécois-e francophone en 2019 s'expérimente comme la confession d'un vertige historique tant le magistral élan culturel du tournant du milieu du XX^e siècle s'est péri-clité – bienheureux qu'il était de confondre son « Maître chez-nous » avec l'ennoblissement sans cesse à reconduire d'une culture. Aucune énergie considérable n'est réquisitionnée afin de lutter contre la perverse américanisation et néantisation

de tout ce dont notre culture se réservait à son juste orgueil. Ce ne sont que les communautés, par leur existence, qui rendent possible la bonne mission des solutions techniques et non l'inverse. Tous les projets qui ont découlé de la Charte des valeurs québécoises ne sont que les plates méprises des réels enjeux culturels auxquels le Québec francophone fait face. En France, l'Académie française n'a existé historiquement que par les littéraires qui en seront éternellement les conditions de possibilité. Au demeurant, des décennies ont oblitéré notre fougue, et l'ivresse de nos soirées victorieuses a cédé tranquillement le pas au flétrissement sans cesse reconduit de nos arts nationaux. Nous ne connaissons plus aujourd'hui le pourpre d'une grande et belle culture. Gilles Vigneault se faisait dernièrement assiéger pour son nationalisme universaliste qui n'est pas si éloigné de celui d'un Herder, comme nous le rappelle notre entrevue avec Charles Taylor ; quelle révérence pour ce fondateur d'un peuple de naufragés? Dès la minute où cet appel sera entendu que nous ne pleurerons plus l'ancien monde effondré – comme des créateurs dans la lignée de Bernard Émond peuvent aujourd'hui le faire – et que nous nous évertuerons gaiement avec nos créateurs-rices à reconduire chacune des pierres d'une nouvelle maison, seulement alors pourrions-nous exister en tant que communauté comme ce fut autrefois le cas. Il ne s'agit donc plus d'idolâtrer l'antan mais plutôt est-il de notre sacerdoce de construire nos lendemains. L'étranger n'est qu'à la distance de la main que nous voulons bien lui tendre, fier de qui nous voudrions être. ☉

RÉDACTION

380 Rue Sherbrooke Ouest, bureau 724
Montréal (Québec) H3A 1B5
Téléphone : +1 514 398-6790

Rédactrice en chef
rec@delitfrancais.com
Lara Benattar

Actualités
actualites@delitfrancais.com
Violette Drouin
Juliette De Lamberterie
Rafael Miró

Culture
artsculture@delitfrancais.com
D'Johé Kouadio
Audrey Bourdon

Société
societe@delitfrancais.com
Opinion - Grégoire Collet
Enquêtes - Antoine Milette-Gagnon

Philosophie
philosophie@delitfrancais.com
Simon Tardif

Coordonnateur de la production
production@delitfrancais.com
Niels Ulrich

Coordonnateur-riche-s visuel
visuel@delitfrancais.com
Iyad Kaghad
Béatrice Malleret

Multimédias
multimedias@delitfrancais.com
Vincent Morreale

Coordonnateurs de la correction
correction@delitfrancais.com
Mélina Nantel
Emma Raiga-Clemenceau

Webmestre
web@delitfrancais.com
Mathieu Ménard

Coordonnateur-riche-s réseaux sociaux
reso@delitfrancais.com
Lucile Jourde Moalic
Paul Llorca

Contributeurs
Astrid Delva, Véra Ferron, Dylan Thériault-Harris, Augustin Décarie, Léa Bégis, Thaïs Romain, Mahaut Engerant, Alex Tran, Fatima Silvestro

Couverture
Iyad Kaghad
Béatrice Malleret

BUREAU PUBLICITAIRE

3480 rue McTavish, bureau B•26
Montréal (Québec) H3A 0E7
Téléphone : +1 514 398-6790
ads@dailypublications.org

Publicité et direction générale
Boris Shedov

Représentante en ventes
Letty Matteo

Photocomposition
Mathieu Ménard

The McGill Daily
coordinating@mcgilldaily.com
Lydia Bhattacharya

Conseil d'administration de la SPD
Lydia Bhattacharya, Boris Shedov, Nouèdyn Baspin, Julian Bonello-Stauch, Juliette De Lambertine, Iyad Kaghad, Phoebe Pannier et Sébastien Oudin-Filipecki (chair)

Les opinions exprimées dans les pages du *Délit* sont celles de leurs auteur-e-s et ne reflètent pas les politiques ou les positions officielles de l'Université McGill. Le *Délit* n'est pas affilié à l'Université McGill.

L'usage du masculin dans les pages du *Délit* vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire.

Les opinions de nos contributeurs ne reflètent pas nécessairement celles de l'équipe de la rédaction.

Le *Délit* (ISSN 1192-4609) est publié la plupart des mardis par la Société des publications du Daily (SPD). Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits ont été auparavant réservés). L'équipe du *Délit* n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans le journal. Imprimé sur du papier recyclé format tabloïde par Imprimeries Transcontinental Transmag, Anjou (Québec).

Les questions fusent au Sénat

Le Sénat s'est penché sur les révisions proposées à la politique de violences sexuelles.

JULIETTE DE LAMBERTERIE
Éditrice Actualités

L'Université McGill, depuis l'entrée en vigueur de la Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur, a été de contrainte de revoir sa politique de violences sexuelles. Ces révisions en cours depuis plusieurs mois déjà ont été présentées au Sénat le 20 février dernier, en grande partie afin de répondre aux questions et commentaires de l'assemblée, composée d'important·e·s acteur·rice·s de l'Université, tels que la haute administration, les doyen·ne·s de toutes les facultés et de nombreux·ses professeur·e·s et étudiant·e·s élu·e·s.

Des intentions claires

C'est Angela Campbell, vice-principale exécutive adjointe, qui est venue présenter la version révisée de la politique. Après avoir réitéré le besoin qu'avait ressenti

l'administration de passer plus de temps que prévu pour réfléchir aux changements apportés, celle-ci a tenu à rappeler à tous·tes les étudiant·e·s présent·e·s : « Nous nous soucions vraiment de vous, et vous écoutons. Vos opinions sont la priorité pour nous. » Celle-ci a insisté sur les changements majeurs tels que la création du poste d'enquêteur·rice spécial·e et d'un processus précis d'enquête indépendante, l'instauration de modules de formation en ligne, la création d'un code de conduite qui régit les relations entre professeur·e et élève et l'assurance que la prise d'alcool ou de cannabis ne pourra être reprochée à une victime ou constituer une circonstance atténuante pour l'agresseur·e.

Les zones de flou

Les questions des sénateur·rice·s se sont enchaînées pendant près d'une heure et demie. La majorité d'entre elles concernaient les relations entre étudiant·e·s et membres du corps enseignant. La

politique, rappelons-le, interdira les relations sexuelles ou amoureuses entre un·e étudiant·e et un·e membre du personnel universitaire exerçant sur celui·celle-ci quelconque rapport d'autorité académique. L'on a par exemple demandé s'il y aurait une distinction entre étudiant·e·s de premier et de second cycle ; cela ne sera pas

« Je veux m'assurer qu'aucune plainte ne reste en suspens »

le cas, puisque selon Campbell, les étudiant·e·s de second cycle sont tout aussi ou même plus vulnérables, étant souvent plus isolé·e·s et plus à risque financièrement. Un autre sénateur a indiqué que la politique ne parlait que des cas où le·a professeur·e initiait la relation, et pas l'inverse. La vice-principale a fermement répondu que si l'élève est celui·celle tentant un rapprochement, le rôle d'y mettre terme revient toujours à l'individu en position d'autorité, ainsi que le blâme.

Un autre problème concernait la clause sur la prise de cannabis et d'alcool. Qu'en est-il des substances illégales? « C'est en fait une question légale », a répondu Campbell, et donc plus compliquée. « Mais nous sommes disposés à ne pas nous concentrer sur cet aspect s'il y a plainte ». Les sénateurs étudiants Bryan Buraga et Jacob Shapiro se

sont interrogés quant à la possibilité de les inclure dans la politique : « Oui, c'est quelque chose que nous pouvons considérer. »

Réactions et promesses

Malgré les nombreuses questions, plus précises les unes que les autres, une satisfaction généralisée était évidente au sein des sénateur·rice·s. Beaucoup ont salué le travail effectué, le qualifiant « d'un pas de géant pour McGill ».

La doyenne de la Faculté des arts, Antonia Maioni, s'étant avouée elle-même victime de harcèlement sexuel dans le contexte universitaire, a promis de communiquer le mieux possible les principes de la politique à l'échelle de la faculté. « Je veux m'assurer qu'aucune plainte ne reste en suspens. » Le doyen de la Faculté des sciences R. Bruce Lennox a de son côté promis que des discussions formelles au sujet de la politique seraient organisées dans chaque département, puisque celles-ci dévoileraient souvent les incompréhensions qui persistent. Le doyen de la Faculté de droit, Robert Leckey, a insisté sur le fait qu'une plainte ne sera jamais ignorée afin de protéger la réputation académique d'un·e professeur·e.

Il reste maintenant moins d'un mois avant que la politique soit officiellement soumise à l'approbation du Sénat, au cours duquel, insiste Angela Campbell, tous commentaires et critiques sont toujours encouragés et bienvenus. ☺



La Société des publications du Daily (SPD) recueille des candidatures pour son conseil d'administration 2019-2020.

La presse étudiante vous passionne, et vous souhaitez contribuer à sa pérennité et à son amélioration? Est-ce que la gouvernance, les règlements et l'écriture de propositions sont votre tasse de thé? Dans ce cas, vous devriez envisager de soumettre votre candidature pour le **Conseil d'administration de la Société des publications du Daily.**

Les postes doivent être occupés par des étudiant·e·s de McGill dûment inscrit·e·s aux sessions d'automne 2019 et d'hiver 2020 et en mesure de siéger jusqu'au 30 juin 2020, ainsi qu'un·e représentant·e des cycles supérieures et un·e représentant·e de la communauté.

Déposez votre candidature au dailypublications.org/how-to-apply/?l=fr

Questions? Écrivez à chair@dailypublications.org ou visitez facebook.com/DailyPublicationsSociety pour plus d'info!

Date limite : le mardi 2 avril à 17 h

Les membres de la Société des publications du Daily (SPD), éditrice du Délit et du McGill Daily, sont cordialement invité·e·s à sa **Rencontre spéciale des membres :**

Durant cette rencontre, un rapport de fin d'année sera présenté par la présidence du conseil d'administration de la Société des publications du Daily. C'est l'occasion parfaite pour demander des questions sur les activités de la Société durant l'année 2017-2018, et dans quelle direction elle se dirige!

Tous les membres sont invité·e·s à prendre part à la rencontre spéciale. La présence des candidat·e·s au Conseil d'administration de la Société des publications du Daily est fortement encouragée.

Le jeudi 4 avril @ 17 h - 680 rue Sherbrooke Ouest, Salle 110

À LA RECHERCHE D'UNE FORMATION EN JOURNALISME À MCGILL? PARTICIPE À LA PRODUCTION DU DÉLIT!

Écris un article, prends une photo, ou dessine une illustration pour ta section préférée!

Viens rencontrer les éditeur·rice·s durant une soirée de production:

**TOUS LES LUNDIS
17H - MINUIT**

680 rue Sherbrooke, BUREAU 724

Aucune expérience journalistique requise - seulement de la motivation!
Pour plus d'information, envoie un courriel à rec@delitfrancais.com

delitfrancais.com/apropos/contribuer

Tumulte à l'AEFA

Les élections de l'AEFA ont été marquées de controverses et de démissions.

VIOLETTE DROUIN
Éditrice Actualités

Durant la semaine de ses élections, l'Association étudiante de la Faculté des arts (AEFA, AUS en anglais, *ndlr*) a vu la controverse entourant le cours de POLI 339 prendre de l'ampleur. Le cours, qui offrirait, si approuvé, un programme d'échange avec l'Université hébraïque de Jérusalem, en Israël, a suscité de vives réactions de la part de la communauté étudiante. Plusieurs ont condamné l'initiative par souci pour les étudiant·e·s palestiniens·ne·s, qui pourraient être victimes d'exclusion. L'association des Étudiant·e·s de McGill en solidarité avec les droits humains palestiniens (*Students in Solidarity with Palestinian Human Rights* ou *SPHR McGill* en anglais, *ndlr*) a affirmé dans une publication sur Facebook que le cours servirait

diante concernée. Une motion à cette fin n'était pas passée, faute d'une voix, avec neuf abstentions lors d'une réunion du Conseil législatif de l'AEFA le 30 janvier dernier. Dans un communiqué envoyé le 12 février, l'AEFA a indiqué que ses membres exécutifs uniquement avaient voté pour approuver les frais, citant l'urgence de la situation et le fait que toutes les informations nécessaires n'avaient pas été rendues disponibles pour le Conseil législatif. Toutefois, deux jours plus tard, la secrétaire générale de l'AEFA, Sophie Zhao, ainsi que le secrétaire général adjoint, Nathan Mendel, ont annoncé la suspension de la décision prise par l'exécutif.

Vote illégitime?

Zhao et Mendel ont indiqué que la suspension de l'approbation accordée par l'exécutif était due fait que le vote avait pris

Andrew Figueiredo. La présidente de l'AEFA, Maria Thomas, a indiqué que la démission de Kawasaki était le résultat du stress et du harcèlement entourant le récent vote de l'exécutif.

« La présidente [de l'AEFA] a aussi avoué avoir exercé de la pression sur un·e autre membre afin d'influencer son vote »

Figueiredo, quant à lui, citait des raisons personnelles pour sa démission. Il a admis, à la réunion du Conseil législatif du 14 février, avoir tenté de convaincre un·e autre membre de l'exécutif, via un message privé, de voter d'une certaine façon.

La présidente a aussi avoué avoir exercé de la pression sur un·e autre membre afin d'influencer son vote.

Retour aux élections

Voilà donc le contexte dans lequel les étudiant·e·s de la Faculté des arts ont voté pour la prochaine administration de leur association étudiante. Il est à noter que les seul·e·s membres actuel·le·s à se présenter de nouveau pour un poste au sein de l'exécutif étaient Kim Yang, réélue v-p Sociale, Jamal Tarrabain, en ce moment v-p aux Communications mais élu président, et Chloe Kemeni, présentement v-p aux Affaires académiques, élue Sénatrice. Aucune de ces personnes n'a voté « oui » à l'approbation des frais liés au cours POLI 339, selon un résumé de la conversation Facebook Messenger distribué par l'AEFA.

Enjeux populaires

Grand nombre de candidat·e·s se sont présenté·e·s en promettant de militer pour une amélioration des services de santé mentale. Toutefois, en général, les candidat·e·s ayant remporté leurs élections sont ceux·celles qui ont indiqué une volonté de travailler pour l'accessibilité, la transparence, l'augmentation d'opportunités professionnelles ainsi que la responsabilisation de l'AEUM et l'AEFA. Pour une liste détaillée des nouveaux·elles élu·e·s, voir l'encadré ci-contre. ☉

L'exécutif de l'AEFA pour l'année académique 2019-2020 ainsi que leurs engagements principaux.

Représentant·e·s de la Faculté des arts à l'AEUM

Andrew Chase
Rendre l'AEUM plus accessible et responsable.

Adin Chan
Intégrer l'apprentissage de connaissances applicables telles que la programmation et les langues.

Shreya Dandamudi
Être porte-parole des aspirations étudiantes à l'AEUM.

Sénateur·ice·s étudiant·e·s

Henrique Mecabô
Utiliser son mandat au Sénat pour défendre de meilleures politiques d'évaluation pour les étudiant·e·s.

Chloe Kemeni
Encourager des discussions sur la prévention de la violence sexuelle et l'ajout de services pour les communautés minoritaires.

Président

Jamal Tarrabain
Augmenter la durabilité et la transparence des pratiques de l'AEFA.

V-p aux Affaires académiques

Ananya Nair
Prioriser l'acquisition d'expérience et l'application de connaissances au sein de l'apprentissage.

V-p aux Communications

Yoana Pehlyova
Raviver les médias sociaux de l'AEFA pour tisser des liens avec les étudiant·e·s.

V-p aux Affaires externes

Darshan Daryanani
Augmenter les services de santé mentale et consulter la population étudiante pour mieux connaître ses priorités.

V-p aux finances

Stefan Suvajac
S'assurer que l'utilisation des fonds de l'AEFA est conforme à son but de réduction de son empreinte carbone.

V-p aux Affaires internes

Maheen Akter
Fournir un meilleur encadrement aux associations étudiantes départementales.

V-p à la Vie sociale

Kim Yang
Continuer à organiser des événements de qualité afin de forger des liens entre les étudiant·e·s.

CAPUCINE LORBER



à « perpétuer la normalisation dangereuse de l'occupation israélienne de la Palestine ».

« Grand nombre de candidat·e·s se sont présenté·e·s en promettant de militer pour une amélioration des services de santé mentale »

Une approbation

La loi québécoise stipule que tout nouveau frais relié à un cours universitaire doit être approuvé par l'association étu-

place via l'application Facebook Messenger, ce qui le qualifierait d'inconstitutionnel. Selon le v-p aux Communications de l'AEFA, Jamal Tarrabain, trois votes ont eu lieu dans la conversation de groupe, mais les résultats du premier ont été les seuls considérés. Zhao et Mendel prévoient examiner le processus du vote et en présenter la conclusion lors de la réunion du Conseil législatif le 27 février prochain.

Retombées du vote

Le 20 février dernier, l'AEFA a émis un communiqué annonçant la démission de deux membres de son exécutif, soit le v-p aux Affaires internes, Billy Kawasaki, et l'un des représentants de la faculté à l'Association étudiante de l'Université McGill (AEUM, SSMU en anglais, *ndlr*),

Des réalités coloniales actuelles

Une conférence à McGill revient sur les dynamiques impératives d'aujourd'hui.

VÉRA FERRON
Contributrice

Les jours de la justice sociale (*Social Justice Days* en anglais, *ndlr*) ont pris place du 19 au 22 février derniers. Organisés par le Groupe de recherche à intérêt public à McGill (GRIP-McGill) et par l'Association étudiante de l'Université McGill (AÉUM), ils avaient pour but de sensibiliser la communauté universitaire à de nombreux enjeux politiques, culturels et sociaux. Un atelier présentant les situations contemporaines de la Palestine et du Tibet a été organisé le 20 février. Deux étudiants de troisième année, un jeune homme palestinien et une jeune femme tibétaine, ont décidé d'organiser une discussion autour des influences externes qui affectent aujourd'hui ces régions. *Le Délit* a eu l'occasion d'assister à cette initiative.

Le déroulement de la conférence

Une brève introduction a été faite sur la nature du colonialisme : son principal but serait



d'instaurer une hégémonie politique, économique, culturelle et démographique dans un pays. Afin d'y parvenir, les puissances coloniales ont souvent utilisé des pratiques et des instruments communs visant à ces fins. Les deux étudiants ont soutenu qu'il est possible de redécouvrir ces

procédés au 21^e siècle en considérant la Palestine et le Tibet.

Après une rapide remise en contexte, les intervenants ont évoqué l'importance des mineurs en tant que cibles, le contrôle des médias et de l'opinion publique dans ces régions. Ils ont

également mentionné l'utilisation détournée des symboles locaux et leur transformation en « Disneylands coloniaux ». Par exemple, la Chine pousserait à l'essor du tourisme au Tibet au détriment des populations locales : les entreprises chinoises présentes sur place attirent les

touristes et les inégalités se creusent. Les intervenants ont répondu aux questions posées et ont engagé le public dans un dialogue respectueux et stimulant. De nombreux sujets seront abordés : la dépénalisation de l'homosexualité en Israël, la protection environnementale, les droits des femmes... L'audience s'est demandée s'il ne s'agissait pas seulement de prôner des valeurs occidentales afin de faire oublier les contrôles exercés par la Chine et par Israël. Les panélistes désigneront ces deux comportements de « colonialismes contemporains ».

Cet événement aura donc été l'occasion d'en découvrir davantage sur des procédés qui, malgré les impressions, sont toujours d'actualité. Selon les conférenciers, les puissances mondiales continueraient à utiliser les mêmes techniques qu'il y a des siècles afin d'assurer une hégémonie au-delà de leurs propres frontières. Tout ceci serait exercé dans la structure d'un système colonial accepté au détriment des populations locales qui n'aspirent qu'à leur indépendance. ☉

Créer des espaces d'échange

L'association *ATD Quart Monde* relate ses accomplissements dans le quartier d'Hochelaga.

ASTRID DELVA
Contributrice

Le 19 février dernier, dans l'édifice Bronfman, l'association *ATD Quart Monde* est venue à McGill afin de sensibiliser les étudiant·e·s mcgillois·e·s sur la pauvreté qui touche les Canadien·ne·s et plus particulièrement les Montréalais·e·s. Depuis plusieurs années, l'association vient en aide aux habitant·e·s du quartier Hochelaga, l'un des plus pauvres de la ville de Montréal avec une forte population immigrante, où l'aide manque aux familles souvent isolées et sans ressources financières.

La dignité plutôt que l'assistantat

La première représentante de l'association, Suraiya Foss Phillips, a expliqué que leur but se résumait surtout à donner aux individus les outils pour se sortir eux-mêmes de leur situation précaire. Ensuite, un autre membre, Marc-Émile Poulin de l'association, a expliqué son parcours et les raisons qui l'ont poussé à rejoindre le mouvement. Le jeune

homme a arrêté l'école à 17 ans, se retrouvant sans diplôme ni travail, ce qui l'a poussé dans une situation de précarité. Il a rejoint l'association il y a quelques années, après avoir découvert qu'il pouvait utiliser son expérience pour aider d'autres personnes à s'en sortir à leur tour.

La culture pour grandir

Marc-Émile participe d'abord aux bibliothèques de rue qui sont installées dans le quartier d'Hochelaga, aux côtés de bénévoles qui donnaient des cours de lecture aux jeunes enfants issus de logements sociaux. « *Beaucoup d'enfants et de familles sont originaires d'Haïti* », a-t-il précisé. Certains membres à l'origine du projet, ont ainsi décidé de trouver des romans et des œuvres d'origines diversifiées, pour les motiver à s'intéresser à la lecture.

De plus, l'association a mis en place le festival de la connaissance réservé aux familles qui vivent dans les logements sociaux, l'année dernière, afin de leur offrir un accès à la culture et à l'art. En effet, le festival organisé avec la participation de

Joël Tremblay, un artiste peintre, avait pour but de décorer les murs des bâtiments pour les rendre moins austères et redonner goût à la vie communautaire. Les histoires des familles ont été recueillies par des bénévoles et les faits les plus récurrents ont été mis en image et en peinture pour donner la parole aux habitant·e·s. Des animations sonores pour les accompagner ont aussi été

créées avec l'aide d'enfants du quartier. L'exposition a été, selon l'association, « *un succès* » à plusieurs niveaux. Sur le plan social, il aura permis d'apaiser certaines tensions entre les familles qui, par manque d'activités et de moyens, en venaient à se disputer facilement. Sur le plan culturel, c'est le milieu, rendu plus attrayant, qui aura été bénéfique pour plusieurs personnes.

Poursuivre la discussion

Afin de permettre aux habitant·e·s d'échanger sur des sujets qui leur tiennent à cœur, l'association a aussi mis en place des soirées de débats et de discussions au sein du quartier pour donner la parole à chacun·e. Des habitant·e·s y livrent des témoignages « *parfois très forts en émotions* », d'autres proposent des alternatives pour changer les choses de façon plus permanente. Des éducateur·trices et des professeur·e·s sont également présent·e·s pour aider et faciliter les discussions.

Marc-Émile a ajouté que « malgré les nombreux problèmes qui résident dans le quartier, il existe plus de 200 communautés associatives au sein d'Hochelaga ». Néanmoins, « *les problèmes de pauvreté et de chômage ne sont pas résolus* ». Il a achevé son intervention en disant qu'il y a aujourd'hui « *encore plus de questions que de réponses qu'auparavant* » après avoir participé depuis plus de deux ans au sein de l'association. ☉



BÉATRICE MALLERET

McGill College pourrait être rénovée

Une potentielle avenue semi-piétonne est toujours sur la planche à dessin.

VINCENT MORREALE
Coordonnateur Multimédias

Le campus de l'Université McGill subit depuis plusieurs années une série de rénovations pour les infrastructures et le futur des établissements. Pensons aux travaux de décontamination d'amiante, à la reconstruction de la rue McTavish et de la façade de la bibliothèque Schulich. L'avenue McGill College est présentement sujette à une étude dans le but de rendre l'espace plus accessible aux piétons et ainsi créer une ambiance non seulement autour du campus, mais sur toute la longueur de l'axe routier.

L'étude de l'OCPM

Selon le rapport officiel de l'office de consultation publique de Montréal (OCPM) : « L'avenue McGill College s'étend de la Place Ville-Marie jusqu'à l'Université McGill [et] offre une vue unique sur le Mont-Royal : [elle] abrite les principaux édifices de prestige de la ville. Elle donne ainsi



accès à une offre commerciale importante en surface et en galeries souterraines. » Avec le réaménagement actuel de la rue Sainte-Catherine et les futurs travaux de la station du réseau express métropolitain (REM), la ville de Montréal souhaite revoir la vocation de l'Avenue McGill College. L'OCPM, mandaté par le comité exécutif de la ville de Montréal, invite les Montréalais à imaginer l'aménagement de la place. Toutefois, cette avenue est considérée comme un axe important pour la circulation routière puisqu'elle relie, du nord

au sud, l'Université McGill à la Place Ville-Marie : l'idée de la rendre complètement piétonne est donc quasi impossible. L'OCPM recommande la création de deux « lacettes » à chaque extrémité de l'avenue McGill College. L'espace serait donc partagé entre les piétons et les automobilistes avec les voies de circulation retranchées de moitié.

Une avenue, trois ambiances

Le rapport de 94 pages fait l'état des lieux et présente la possibilité de créer trois ambiances

différentes. Au nord, un espace de séjour verti et tranquille raccordé au campus de l'Université McGill. Au centre, un espace partagé entre l'avenue du Président-Kennedy et la rue Sainte-Catherine Ouest où se trouvera la future station du REM. Finalement, au sud, l'animation sera de mise avec plusieurs connexions aux commerces de la place et de l'esplanade de la Place Ville-Marie.

Selon le rapport de l'OCPM, « La réflexion sur l'identité de cet espace doit à la fois traduire l'esprit du lieu et évoquer le dynamisme et la spécificité montréalaise. Elle pourrait, par exemple, se situer au confluent des divers *labels* de Montréal : Ville UNESCO de design, Ville de l'innovation, Ville de savoir, Métropole culturelle, Ville riche en capital social, etc. À l'instar des participants, la commission est d'avis que le réaménagement de l'avenue McGill Collège est l'occasion d'unifier et de renforcer, par différents aspects, ces diverses identités ».

Une occasion de mise en valeur

Selon le rapport, « ce réaménagement est une opportunité de mettre en scène le caractère unique de l'avenue McGill College ». Il s'agit donc de redonner aux Montréalais et Montréalaises la dimension patrimoniale naturelle (le Mont Royal), matérielle (la Place Ville Marie), et immatérielle (l'histoire de Montréal). Ces travaux traduisent une volonté de la part de l'OCPM et des participants à l'étude de créer une expérience au cœur de Montréal. Reste maintenant à savoir si l'administration de Montréal ira de l'avant avec de telles recommandations. Rappelons que l'administration Plante a repoussé la piétonnisation de l'avenue et qu'elle annonçait dans un communiqué transmis au début du mois de février 2019 que le mandat avait été donné à l'organisme Fondation Villes Nouvelles Canada. Le projet n'est alors, pour le moment, qu'une étude, un rapport, et plusieurs maquettes. La vision sur l'avenir de la place n'étant pas précisée, du moins pour le moment, le projet reste sur les planches à dessin. ☉

CONFÉRENCE

Réconcilier les langues

Le Délit a assisté à une conférence abordant la cohabitation linguistique au Canada.

RAFAEL MIRÓ
Éditeur Actualités
DYLAN THERIAULT-HARRIS
Contributeur

En prévision de la conférence « Les défis de la coexistence » portant sur les politiques linguistiques du Canada, les organisateurs de l'événement avaient fait appel aux services d'une agence de traduction en simultané. Toutefois, le retard inattendu des traducteurs a offert à la professeure de droit constitutionnel Johanne Poirier, qui chapeautait l'événement, l'occasion d'illustrer l'enjeu de manière éloquent : choisir de parler dans une langue plutôt qu'une autre est un geste forcément lourd de sens, puisqu'il favorise de facto un groupe d'auditeurs aux autres. Ce serait pourquoi, dans un Canada historiquement bilingue, la question de la langue demeure un champ de mines politique.

Un Canada bilingue

Participant du premier panel, qui portait sur les minorités de langues officielles, Graham Fraser, ancien commissaire aux langues



officielles du Canada, est venu rappeler brièvement l'histoire des lois linguistiques canadiennes. C'est en 1969, sous Pierre Elliott Trudeau, qu'a été adoptée la Loi sur les langues officielles, qui avait pour but de mettre sur un pied d'égalité les deux principales communautés linguistiques du pays, en rendant bilingue le fonctionnement du gouvernement fédéral canadien. Les autres panélistes ont toutefois tenté de montrer certaines des limites pratiques du bilinguisme fédéral, notamment en mentionnant que, déjà en 1969, plusieurs anglophones de la fonction publique craignaient de devoir apprendre le français pour

conserver leur emploi, même si la loi exigeait seulement qu'au moins une personne soit en mesure de procurer chaque service en français.

Diversité fédérale

Robert Doucet, acadien d'origine et professeur de droit à l'Université de Moncton, a partagé son idée que, bien que le bilinguisme soit constitutionnalisé au Nouveau-Brunswick, seule province officiellement bilingue du pays, il n'y existe pas de réelle culture du bilinguisme. En réalité, 77 % des francophones de la province seraient aujourd'hui

bilingues, contre seulement 15 % des anglophones. Si la vie en français est donc possible au Nouveau-Brunswick, c'est l'anglais qu'il faut parler afin d'être entendu. D'ailleurs, le bilinguisme officiel est remis en question par de nombreuses personnalités politiques anglophones du Nouveau-Brunswick, notamment par les députés de l'Alliance des gens, un parti conservateur détenant actuellement la balance du pouvoir.

Le problème politique est encore plus grand en Ontario, où le bilinguisme étatique n'est pas une obligation légale. L'accès aux services en français pour les franco-ontariens est donc soumis au bon vouloir des gouvernements successifs, qui, bien qu'étant plutôt bien disposés, peuvent, tout comme le gouvernement progressiste-conservateur de Doug Ford, décider de supprimer le commissariat aux langues officielles et d'annuler le projet d'une université francophone en Ontario. Kathleen Weil, ancienne ministre libérale québécoise, a clos ce premier panel en parlant de la réalité parfois difficile des anglophones

québécois, pour qui l'accès aux services peut représenter un problème. Le préjugé historique selon lequel les anglophones du Québec seraient mieux nantis que les francophones, certainement fondé à Montréal, empêcherait l'opinion publique de saisir la situation beaucoup plus difficile des anglophones habitant à l'extérieur de Montréal, très souvent isolés et privés d'accès à des services dans leur langue.

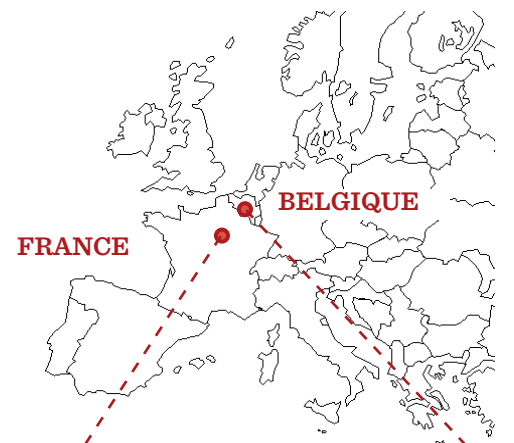
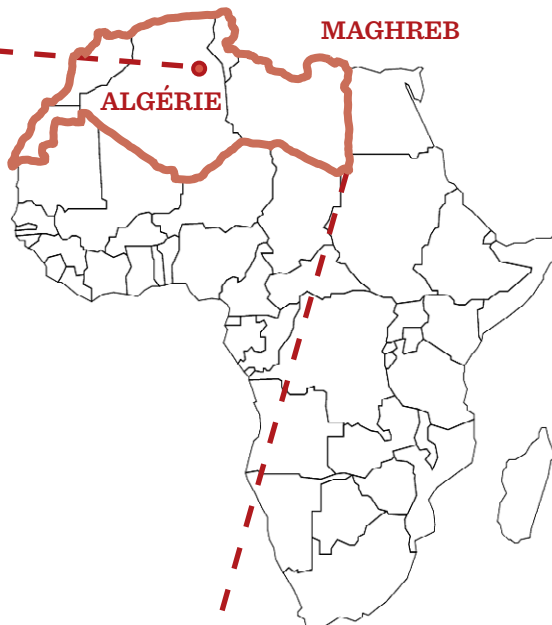
Pour un bilinguisme conciliant

Au final, c'est grâce à la présence d'individus aux parcours diversifiés que la discussion sur les minorités de langues officielles a pu paraître si équilibrée. Comme l'a rappelé la professeure Poirier, lorsqu'il s'agit d'aborder les enjeux linguistiques au Canada, « personne n'est un observateur neutre », chacun porte ses propres biais, ses propres sensibilités et, souvent, ses propres défis à affronter. Les participants à la conférence ont donc tenté de profiter de l'occasion pour plaider, non pas dans une même langue, mais d'une seule voix en faveur de la diversité. ☉

Monde francophone

TEXTE
VIOLETTE DROUIN
INFOGRAPHIE
RAFAEL MIRÓ

Bien que les manifestations soient interdites à Alger, la capitale, depuis 2001, de nombreuses personnes se sont rassemblées ce vendredi 22 février pour s'opposer à la réélection potentielle du président algérien Abdelaziz Bouteflika. Les manifestants scandaient « Pas de 5e mandat » et ont réussi à décrocher un portrait de Bouteflika du mur du siège du Rassemblement national démocratique (RND). La police est intervenue en fin de journée, éparpillant les manifestants à l'aide de gaz lacrymogène. À 81 ans, le président Bouteflika est au pouvoir depuis 1999. Il ne s'est pas adressé au public depuis qu'il a souffert d'un accident vasculaire cérébral en 2013 ; il sera malgré tout candidat à sa propre réélection en avril prochain. ☹



De nombreux étudiants marocains, tunisiens et algériens ont été obligés d'abandonner leurs projets d'études en France suite à une hausse des frais d'inscription pour les étudiants provenant de l'extérieur de l'Union européenne. En effet, ces frais ont été augmentés à 2 770 euros par an (4127 dollars canadiens, *ndlr*) au niveau de la licence (l'équivalent du baccalauréat au Canada, *ndlr*), contre 177 euros (253 dollars canadiens, *ndlr*) pour les étudiants d'origine européenne. Plusieurs jeunes sur le point d'entamer leurs études universitaires ont manifesté leur mécontentement de cette hausse des frais qui signalait un « rêve devenu impossible ». En effet, le taux d'inscription aux universités françaises a chuté de 23% en Algérie et 16% en Tunisie. ☹

Bruxelles et Paris ont accueilli respectivement, les jeudi 21 et vendredi 22 février, la nouvelle idole des activistes environnementaux, Greta Thunberg. La Suédoise de 16 ans a commencé en été 2018 à sauter ses cours du vendredi pour manifester seule devant le parlement à Stockholm, réclamant des mesures environnementales plus radicales. Invitée à la conférence de Katowice sur le climat (COP24, *ndlr*), elle avait fait, devant des personnalités du monde des affaires et les chefs d'État assemblés, un discours dénonçant l'inaction des décideurs pour contrer les changements climatiques. Elle est depuis devenue l'une des figures centrales d'un mouvement qui ne cesse de grandir – à Bruxelles l'attendaient 7 500 jeunes pour la septième semaine de manifestations. L'événement de Paris avait moins d'ampleur, mais nombreux sont ceux parmi les 1000 jeunes présents ayant indiqué vouloir revenir de façon hebdomadaire. Plusieurs perçoivent ces marches comme une préparation à la grève mondiale pour le climat prévue pour le 15 mars. ☹

SNC Lavalin : le silence continue

Justin Trudeau et son cabinet s'empêchent de plus en plus dans ce scandale médiatique.

AUGUSTIN DÉCARIE
Contributeur

La firme de génie SNC-Lavalin est accusée au criminel pour corruption et fraude en Libye. Si jamais la compagnie était déclarée coupable, cela l'empêcherait de faire affaire avec le gouvernement canadien et même certains organismes internationaux du calibre de la Banque mondiale, ce qui pourrait sonner le glas de ses activités au Canada et menacerait directement la sécurité d'emploi des quelque 9 000 employés canadiens. Depuis plusieurs mois, SNC-Lavalin fait pression pour que le gouvernement emploie un nouveau dispositif judiciaire qui lui éviterait de nombreuses pertes. Le 21 septembre dernier, une loi sur les accords de réparation est entrée en vigueur. Celle-ci permet à la justice d'imposer amendes et contraintes à une compagnie sans avoir à recourir à une poursuite au criminel. Toutefois, le ministère de la Justice a informé SNC-Lavalin qu'elle ne serait pas invitée à

SNC
LAVALIN



négoier un tel accord une première fois le 4 septembre, et une seconde fois le 9 octobre.

Selon ses propres dires, Justin Trudeau s'est saisi du dossier entre les mois de septembre et décembre. Par l'intermédiaire du Bureau du premier ministre, organe partisan, il a discuté avec l'ancienne ministre de la Justice, Jody Wilson-Raybould, de la possibilité d'un accord avec SNC.

La question qui a été soulevée par le *Globe and Mail* le 7 février dernier interroge la légitimité et

la légalité de cette intervention. En effet, le principe démocratique fondamental de séparation de pouvoir aurait pu être violé si le premier ministre avait tenté d'orienter le procès de SNC.

Éléments incriminants

Le fait que le ministère de la Justice ait été retiré à Mme Wilson-Raybould est attribué par des sources anonymes à son manque de coopération dans le dossier SNC. De plus, l'ex-ministre de la Justice a démissionné de son poste

comme ministre des Anciens Combattants. Toutefois, elle demeure au sein du caucus libéral. De peur d'enfreindre son secret professionnel, elle n'a pas encore rendu publique « sa vérité ». Par ailleurs, Justin Trudeau s'est empêtré dans des déclarations nébuleuses et contradictoires, affirmant d'abord n'avoir pas exercé de pression sur Mme Wilson-Raybould, avant d'avancer qu'elle aurait dû lui faire part de ses réserves quant à son implication dans ce dossier. Enfin, Gerald Butts, secrétaire principal et ami de longue date de Trudeau, a démissionné, en disant qu'il était devenu une « distraction ». Ce qui a été perçu comme un aveu à demi-mot n'a en rien amélioré la position du premier ministre dans cette controverse.

Et pourtant...

Le greffier du Conseil privé Michael Wernick, qui a été nommé par les conservateurs et n'est aucunement affilié au parti libéral, malgré son étroite col-

laboration avec Justin Trudeau depuis 2015, s'est porté à la défense du premier ministre en expliquant qu'en aucun lieu la ministre de la Justice n'avait été la victime de pressions indues. Il a ainsi corroboré la version du premier ministre, selon laquelle il aurait toujours été clair que la décision au sujet de SNC était entièrement entre les mains de Mme Wilson-Raybould.

Si les partis d'opposition ont intérêt à crier au scandale, il est loin d'être certain qu'on soit en face d'une situation où le premier ministre aurait enfreint la loi. Pourtant, il demeure difficile pour Trudeau de se présenter uniquement comme conseiller alors que son poste lui confère un énorme pouvoir discrétionnaire, comme celui de réaménager son cabinet comme bon lui chante. La situation demeure ainsi particulièrement ambiguë, et tous les yeux sont rivés sur l'ex-ministre de la Justice qui témoignera en commission parlementaire au cours de la semaine. ☹

Sauver la planète de nous-mêmes?

Face à l'impératif écologique, repenser son désir de mettre au monde?

EMMA RAIGA-CLEMENCEAU
Coordonnatrice de la Correction

« Vous voulez des enfants, vous ? » Cette question surgit à la fin d'une soirée entre ami·e·s, où les langues se délient et les esprits s'échauffent. L'humeur est légère, propice à un énième débat inconséquent. C'est en effet une question qui se pose souvent, car l'on est certain·e·s que chacun·e se l'est déjà posée, forcément. Même si, aujourd'hui, de plus en plus de femmes et d'hommes assument ne pas vouloir d'enfants, nos sociétés occidentales attendent (surtout à l'égard des femmes) que vive l'envie de procréer, de fonder une famille, comme ultime projet d'une vie réussie et témoignage d'un bonheur partagé, *préférentiellement*, à deux. On a ainsi, lorsque l'on reçoit une réponse négative, l'habitude d'entendre des « justifications » d'ordre strictement personnel. Pour privilégier la carrière, dans une société où l'on demande encore aux femmes de faire un choix entre famille et travail. Pour se centrer davantage sur soi, sans dépenser l'énergie et le temps que requiert l'éducation d'un·e enfant.

Un tour de cercle rapide me fait comprendre que je suis la seule du groupe exprimant le désir d'avoir des enfants (« Quatre! Comme chez moi! »), émanant de souvenirs heureux passés en compagnie de ma fratrie - fidèles camarades de jeu, de bêtises et d'apprentissages. Les autres présent·e·s ne partagent pas cet enthousiasme et me l'expliquent avec davantage de recul : en vue de l'actuelle crise écologique colossale, comment puis-je envisager de mettre au monde autant d'enfants? De nouveaux·elles pollueur·se·s, mais aussi des victimes supplémentaires d'une société obsédée par l'idée d'une croissance infinie? D'abord sur la défensive et porteuse d'un message d'optimisme, en partie lié à ma découverte de ces explications « radicales », je m'efforce à comprendre ces arguments difficiles à intégrer. Il s'agit en effet d'intérioriser l'idée que pour sauver la planète, il faut la sauver de nous-mêmes.

Notre monde s'effondre

Avec Raphaël Stevens, Pablo Servigne - chercheur indépendant et agronome de formation - fait partie d'une nouvelle génération qui sonne l'alarme : le monde, ou plutôt notre civilisation actuelle, s'effondre. Extinction de nom-



« Faire naître un·e enfant [...] signifierait consolider le projet politique d'une croissance économique et démographique éternelle, vectrice de *progrès* »

breuses espèces vivantes, épisodes climatiques extrêmes, conflits autour de ressources de plus en plus limitées, vagues de migrations - nous sommes à quelques années d'un ébranlement de notre système productiviste. Interviewé par Alexia Soyeux dans son podcast *Présages* centré sur le concept de l'effondrement, Pablo Servigne évoque certaines de ses interactions avec ses enfants. Il raconte les regarder jouer avec des dinosaures en plastique, tout en rêvant de prendre l'avion ou de monter dans une fusée... Cette anecdote peut faire sourire, car elle traduit

l'incohérence qu'on permet aux enfants d'exprimer. Jusqu'à qu'on l'on réalise que l'on se la permet également en grandissant. Depuis les premiers avertissements des scientifiques au début des années 1990, notre réaction est quasi inexistante. Cette inertie est notamment due au refus des élites économiques et politiques d'ébranler un système privilégiant la croissance et leur propre enrichissement. Mais aussi à notre incapacité émotionnelle d'accepter notre responsabilité et le risque de la disparition de notre espèce. Il est alors extrêmement réconfortant

de se reposer sur des « solutions » au sein du système, comme par exemple la création de *smart cities*: ces nouveaux projets urbains séduisants, axés autour de la mise en place de quelques panneaux solaires et de voitures électriques, afin de prétendre répondre à l'urgence écologique. En novembre 2017, près de 15 000 scientifiques provenant de 184 pays publient un manifeste sur « la menace potentiellement catastrophique » que représentent les bouleversements climatiques, provoqués par notre dépendance aux énergies fossiles, par la déforestation et la produc-

tion agricole depuis le début de l'ère industrielle. Cet accroissement de la production peut s'expliquer notamment par un *boom* démographique considérable : le nombre d'humains a été multiplié par sept en deux siècles. L'on prédit qu'il va exploser jusqu'à atteindre près de 11 milliards en 2100.

Un poids en plus

Dans ce contexte chaotique, pourquoi rajouter un poids sur un navire qui coule? Faire naître un·e enfant au sein des sociétés les plus polluantes signifierait consolider le projet politique d'une croissance économique et démographique éternelle, vectrice de « progrès ». Alors que, concrètement, élever un enfant implique une surconsommation considérable et lègue en héritage un mode de vie destructeur de notre environnement. Selon Eve-Lyne Couturier et Alejandra Zaga Mendez - respectivement doctorante en développement durable et chercheuse à l'IRIS -, chaque enfant que l'on choisit d'avoir dans notre société occidentale génère des émissions de 58,6 de tonnes de CO₂ (TéCO₂), soit plus de 50 fois qu'un trajet en avion (1,6 TéCO₂). Un geste résolument écologique, en plus de modifier son mode de vie, serait donc d'avoir « un enfant de moins », selon une étude de Environmental Research Letters publiée en 2017. J'insiste sur « société occidentale », car le refus de faire un enfant ou d'en faire moins est une prise de conscience qui devrait être généralisée dans les pays « développés », premiers responsables de cette crise depuis l'âge industriel. C'est en effet notre idéologie, notre mode de vie, nos systèmes industriels et de « développement » qu'on a voulu diffuser à travers le monde.

Tout·e·s concerné·e·s ?

Pourtant, lorsque l'on évoque une dénatalité, on la présente comme une solution aux problèmes de développement des « pays du Sud ». On se souvient encore de la remarque du président français Emmanuel Macron en juillet 2017 à l'occasion d'une conférence de presse en marge du G20 à Hambourg. En parlant des « femmes africaines », il s'était permis le propos suivant : « Quand des pays ont encore sept à huit enfants par femme, vous pouvez décider de dépenser des milliards d'euros, vous ne stabiliserez rien. » Cette remarque culpabilise « les femmes africaines », soit disant

responsables de leur situation de précarité, alors que la population de nombreux pays africains sert essentiellement de main d'œuvre au système capitaliste dont bénéficient nos sociétés occidentales. Il est également avéré que le mode de consommation occidental, en particulier celui des classes privilégiées, est beaucoup plus néfaste que celui des populations du « Sud » – qui pourtant vivront le plus durablement les conséquences du dérèglement climatique. En effet, selon Eve-Lyne Couturier et Alejandra Zaga Mendez, 10% de la population concentrée dans les pays riches produisent 49% des émissions de gaz à effet de serre mondiales. Dans la pièce *No Kids*, créée par la compagnie Ad Infinitum co-dirigée par Nir Paldi and George Mann, l'un des acteurs affirme : si tous les pays « en développement » vivaient avec notre mode de vie occidental, on aurait besoin de produire des ressources pour soutenir 105 milliards d'humains.

Un geste égoïste?

Plus encore, mettre un-e enfant au monde dans un monde qui brûle est un geste pouvant être qualifié d'égoïste, voire de cruel. C'est prendre le risque de lui infliger des problèmes respiratoires et une qualité de vie de plus en plus médiocre. C'est aussi le-a propul-



« Il ne peut exister de structures politiques sans foi en un avenir peuplé de nouvelles générations »

ser dans un monde toujours plus inégalitaire, où les conflits liés à la raréfaction des ressources seront à la source de nouvelles violences. C'est le-a propulser dans un monde où les élites politiques et économiques ne voudront pas sacrifier leur part du gâteau. Comment être à l'aise avec l'idée qu'il-elle devienne un-e gagnant-e ou un-e perdant-e de ce système?

Bien vivre l'effondrement

Face à ce marasme, je me suis sentie dans un premier temps très déconcertée, anxieuse. Il me paraissait impossible de concilier l'idée d'un présent heureux ou joyeux avec celle d'un avenir résolument incertain, où je n'aurais pas envie de projeter un-e enfant. C'est ce genre d'angoisses

qui intéressent Pablo Servigne et autres collapsologues, dont la tâche consiste à penser l'effondrement en se focalisant sur les répercussions émotionnelles qu'il génère. Comme il y a beaucoup trop de questions – morales, spirituelles, éthiques – qui échappent à la science, il a décidé de les regrouper sous le parapluie de la « collapsosophie », « une sagesse complémentaire à

la science ». La « collapsosophie » s'intéresse en effet à bien vivre l'effondrement, à accompagner l'individu lorsqu'il-elle remet en question son rapport au monde. Il s'agit ainsi de pouvoir trouver un juste milieu entre des pensées toxiques (« Tout est foutu », « À quoi bon? ») et dangereusement optimistes.

Alors, que faire? Cet article n'a aucune prétention de trouver quelque solution à l'effondrement. La question de faire un enfant invite cependant à réfléchir à sa dimension politique. Le projet d'enfanter nous est presque toujours présenté comme étant « naturel », surtout pour les femmes – « instinctivement maternelles » –, et purement sentimental. Mais faire un enfant implique également une adhésion aux structures actuelles, que les acteur-ric-e-s des sphères politiques – de droite comme de gauche – souhaitent à tout prix conserver. Il ne peut exister de structures politiques sans foi en un avenir peuplé de nouvelles générations. Ne pas faire d'enfants n'est donc pas une décision à condamner mais à comprendre si l'on veut espérer la déstabilisation de ces structures aux racines de la crise écologique et sociale. Vivre, et non pas simplement survivre à cette crise, permet ainsi d'accepter un chagrin causé – comme le formule si bien Servigne – « par la fin de ce à quoi nous tenons ». ☹

INFOGRAPHIE

Quatre podcasts qui bousculent le genre

GARÇONS



Les épisodes du podcast mettent à l'honneur des hommes queers et féministes, qui pour le temps d'une heure prennent la parole et se racontent. On y entend parler de militantisme LGBTQ+, de séropositivité, de rejet familial ou d'addiction au monde de la nuit. On ne remarque que très peu la présence de l'hôte, qui laisse une grande place aux témoignages de ses invités. Ce qu'on écoute dans *Garçons* est parfois dur, souvent beau, et participe à une redéfinition et pluralisation de la masculinité.

GRÉGOIRE COLLET
Éditeur Société

LES COUILLES SUR LA TABLE



Avec sa trentaine d'épisodes, le podcast a réussi à se frayer une place dans le paysage féministe francophone. Destiné aux hommes comme aux femmes, le podcast explore toutes questions liées à la masculinité: harcèlement perpétré par les hommes, violences conjugales, santé... Les invité-e-s sont généralement des expert-e-s dans les sujets traités, et apportent une réflexion sur ce que signifie le fait d'être un homme aujourd'hui.

EVE ET PANDORE



Le nom du projet, emprunté aux mythologies chrétiennes et grecques, évoque la première femme, accusée dans les imaginaires collectifs en raison des péchés dont elle est tenue responsable. *Eve et Pandore* est diffusé sur la radio montréalaise CKUT et apporte une réflexion sur l'engagement de femmes québécoises. Le regard intersectionnel posé sur les sujets rend le podcast riche et pertinent quant aux questions féministes qu'il aborde.

UN PODCAST À SOI



Un podcast à soi se penche sur la question de l'égalité entre les hommes et les femmes. Chaque épisode dure une heure et explore en profondeur un thème. Vieillesse, prostitution, garde des enfants, les sujets sont nombreux. Chaque écoute du podcast fait ouvrir un petit peu plus les yeux sur les dynamiques complexes qui régissent le patriarcat. ☹

ENTREVUE

« Il nous faut de la sensibilité »

Entrevue avec le professeur émérite Charles Taylor.

Charles Taylor est un philosophe canadien de renommée mondiale et professeur émérite de science politique et de philosophie à l'Université McGill. Il s'est impliqué durant toute sa carrière au devenir du Québec et du Canada. Connu publiquement au Québec pour son rôle de coprésident de la Commission Bouchard-Taylor, le professeur Taylor s'est intéressé tout au long de sa carrière à la communauté, au sécularisme, à la modernité et aux identités. Nous lui devons notamment *Sources of the Self* (1989), *The Malaise of Modernity* (1991), *A Secular Age* (2007) et *The Language Animal* (2016).

Le Délit (LD) : *Professeur, pouvez-vous vous présenter succinctement à nos lecteurs? Qui sont vos maîtres en pensée?*

Charles Taylor (CT) : Il faut nommer tout d'abord Maurice Merleau-Ponty. Il faut savoir que je fus exposé dans mes jeunes années à un certain enseignement de la philosophie à Oxford. Celle-ci était positiviste, lockienne et influencée par Descartes. Face à cela, j'y cherchais une réfutation! C'est de cette manière que je suis tombé sur la *Phénoménologie de la perception* de Merleau-Ponty. Ensuite, je suis passé par plusieurs autres, Ricoeur notamment. Je me sentais très proche de lui. Pour l'histoire, rappelons qu'il est venu enseigner à Montréal au début des années 1960. J'ai pu échanger avec lui et sa pensée durant toute ma carrière. Je pratique une version assez particulière de la philosophie. Malgré mon respect

pour la philosophie que certains diraient « analytique », j'estime qu'il est impossible de répondre à certaines questions si on s'en tient à cette méthode. Pour parler sérieusement de certaines choses, il faut étendre notre vue. Cette manière de concevoir la philosophie demande un grand nombre d'approches. Il faut, si l'on veut, une sorte de combinaison de réponses portant sur plusieurs mêmes chemins. Voilà le genre de philosophie que je pratique et celle-ci exige pareille méthode. C'est en tentant de répondre à certaines questions, par exemple « Qu'est-ce que la morale? », que l'on comprend l'impossible d'une méthode trop étroite. On ne touche pas au fond du problème. Par contre, la philosophie analytique est très bien outillée pour répondre à un certain nombre de questions, mais ce n'était pas celles qui m'intéressaient généralement (rires, *ndlr*). Pour ma part, je m'intéresse à certaines questions qui exigent que la philosophie soit considérée au sens large. C'est-à-dire, il faut y intégrer d'autres disciplines comme l'histoire, l'économie et la sociologie. Certains aimeraient en nier le nom de philosophie et cherchent à me ramener à une conception étroite de la philosophie, mais le nom qu'ils veulent bien donner à cela m'indiffère (rires, *ndlr*)!

S'il faut ajouter une autre chose à cette brève présentation, c'est bien mon implication politique qui date depuis bien longtemps. Pour ceux qui me connaissent, je suis un social-démocrate et pose des questions qui relèvent de cela. C'est l'une des choses qui me stimulent.



COURTOISIE D'ALEX TRAN

Je dirais avoir énormément appris de mes implications en politique. Représenter un mouvement, organiser un parti, essayer avec d'autres de former un programme, etc. Il s'agit d'un choix personnel et ce n'est pas quelque chose que je demanderais de tous!

LD : *Vous vous êtes même présenté contre Pierre Elliott Trudeau. Certains vous associent tous les deux dans votre rapport au multiculturalisme, par exemple. Est-ce une association adéquate?*

CT : Il y a deux différences assez importantes. Premièrement, lui n'a jamais été un social-démocrate. Je dirais même que Trudeau ne s'intéressait pas vraiment à ces considérations. Ce qui le passionnait, c'était

les droits nationaux, changer la Constitution, y enchâsser la Charte des droits et libertés. Je ne suis bien sûr pas contre cela, mais j'avais d'autres chats à fouetter. Deuxièmement, nous n'étions pas d'accord sur la façon d'aborder la question québécoise. À ce sujet, il était constamment et incessamment négatif et qualifiait le nationalisme québécois de mouvance enfantine. Il méprisait ces sentiments. Tandis que pour ma part, je ne suis pas indépendantiste et crois que le Québec a tout intérêt à demeurer au sein du Canada, mais je sais reconnaître l'importance de l'identité québécoise. Sa survie me tient à cœur. Cela n'est pas pour dire que Trudeau n'y tenait pas lui-même – à sa façon –, mais il n'a jamais voulu reconnaître le caractère distinct de cette culture. Il tenait à reconnaître des locuteurs du français et tenait au bilinguisme. Il a bien œuvré à ce niveau au gouvernement fédéral afin de le transformer en instrument adéquat. Pourtant, il m'apparaît qu'il ne comprenait pas la mentalité [québécoise] et cela lui a fait faire des choses qui auraient pu être assez couteuses, par exemple [l'accord du lac] Meech. J'étais absolument en faveur de Meech et lui était absolument contre; il est même sorti de sa retraite politique afin de faire campagne contre l'accord. Je me souviens d'une conversation avec lui où il disait avoir promis à ses enfants de ne plus retourner en politique après son dernier mandat, mais s'était révélé trop tenté par la situation (rires, *ndlr*). Nous n'avons jamais été d'accord au sujet du Québec.

LD : *Outre le champ de la philosophie, quelles lectures ont marqué votre parcours intellectuel?*

CT : Très tôt, on m'a convaincu d'écrire un livre sur Hegel. Il m'a fallu lire sur la littérature de l'époque et me suis donc plongé dans le romantisme allemand. Ce fut pour moi une influence très importante. Herder est un personnage passionnant. Il s'agit d'un philosophe allemand qui a lancé quelque chose que l'on pourrait qualifier de « nationalisme allemand », mais ce serait un peu trompeur de le dire comme cela, puisqu'il était un nationaliste universel. Il croyait que les différentes langues et cultures humaines avaient des aperçus très profonds et différents et que de forcer quelqu'un à s'exprimer à travers une autre langue tenait de la tourmente. À l'époque, une certaine partie de l'élite allemande – Frédéric le Grand en est l'exemple le plus frappant – écrivait ses livres en français. On se servait de l'allemand pour donner des ordres, mais pas pour penser! Berlin attirait un grand nombre d'hommes français des Lumières. Herder était autant contre l'imposition de la langue allemande sur les Slaves que contre l'imposition du français dans les cercles allemands. Preuve en est que le grand fondateur de la Tchécoslovaquie a été profondément influencé par Herder. Toute cette philosophie de la reconnaissance culturelle a marqué un grand nombre de philosophes et d'hommes d'État. Il s'agit donc d'un nationalisme universel qui pense les différences culturelles d'une manière inédite à l'époque.



COURTOISIE DU DEVOIR

entrevue

« Certaines personnes ne voient pas que la quasi-totalité des nouveaux arrivants ne veut que s'intégrer »

Cela demeure encore une inspiration de nos jours.

Au niveau littéraire, Dostoïevski est certainement très important. Il a compris une certaine fascination pour le mal – par exemple dans *Les Démons* ou encore *Les Frères Karamazov* – et il y a donc un aspect théologique très intéressant. Parmi les poètes, il y a Baudelaire qui a soulevé des questions qui ne sont toujours pas résolues. Ce poète écrit à une époque où le temps vécu subit une transformation et il cherche à marquer une distinction entre le temps cosmique et le temps vécu. Il se questionna sur comment vivre le temps. Il s'agit de considérations remarquablement profondes.

LD : Professeur, vous avez travaillé la question de la communauté dans *Sources of the Self* et *The Secular Age*, notamment ; que peut-on appeler une communauté de nos jours ?

CT : Eh bien, il y a toute sorte de communauté. Le village, la famille, une nation entière si cela fonctionne bien (rires, *ndlr*). C'est un groupe humain qui se ressemble et pense en commun. Il s'y profile ce que je nomme les « imaginaires sociaux » et c'est ce genre d'expériences communes qui unit une communauté. Nous pouvons attribuer cela à n'importe quel niveau et il existe des tensions entre chacun de ceux-ci. Il est toujours question d'expérimenter communément et d'y avoir le sentiment de ce partage. L'individualisme y est possible, mais la dimension de ce qui est vécu en commun constitue bien souvent la manière qu'aura cet individualisme d'être constitué et exprimé.

LD : Dans votre dernier livre, *The Language Animal*, vous semblez prendre position en faveur de certaines implications de l'hypothèse de Sapir-Whorf, c'est-à-dire celles qui touchent au champ « métaphysique » du langage constitutif de l'expérience. Quelles sont, selon vous, les conséquences que l'on puisse en tirer du point de vue de la vie en communauté sous un modèle multiculturaliste ou encore interculturaliste ? Ces modèles sont-ils à la hauteur de ces implications ?

CT : Il y a différences sortes de multiculturalisme, mais cela n'est jamais un problème fondamental qui en vient à empêcher les uns et les autres de se comprendre. Par exemple, le multiculturalisme dans le contexte canadien présuppose un certain degré d'intégration à des valeurs communes, à un certain cadre éthique. À l'intérieur de cette citoyenneté commune, nous expérimentons certaines choses profondément communes. La différence culturelle n'y change rien : nous essayons, dans un cadre éthique, de démontrer du respect pour l'autre.

LD : À quoi attribuez-vous le repli identitaire, au Québec par exemple ?

CT : Il m'apparaît qu'il y a toute sorte de raisons. Dans certains cas, comme ce fut le cas dans le cadre de certaines politiques gouvernementales mises en place dans les dernières années, il peut être très difficile, si l'on n'a jamais vécu au contact d'une autre culture, de se faire une opinion de la situation sans un certain effort. Lors de la Commission [de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, aussi appelée Commission Bouchard-Taylor], un grand nombre de gens venaient nous demander : « Vont-ils nous changer ? » Il y a cette peur que quelque chose d'essentiel puisse être transformé. Là-dedans, évidemment, il y a une forte dose d'inconscience réelle de l'autre, on ne le voit pas vraiment tel qu'il est. Certaines personnes ne voient pas que la quasi-totalité des nouveaux arrivants ne veut que s'intégrer. Durant la Commission, lorsque nous demandions à ces gens la raison de leur venue au Québec, ils nous répondaient deux choses : la liberté et le travail. Ils veulent donner des chances dans la vie à leurs enfants. Le malaise ressenti par une partie des Québécois pourrait être résolu au contact de ces gens, preuve en est Montréal. C'est seulement par le temps et le contact des uns avec les autres que l'on peut approcher un tel problème.

LD : Permettez que je vous pose plusieurs questions qui s'entrecroisent. La critique communautariste lancée par le philosophe canadien George Grant – que vous avez connu personnellement – il y a plusieurs décennies est-elle toujours valide, à votre avis ? Le Canada est-il authentiquement original comme il a pu l'être brièvement à une certaine époque ? La mondialisation à l'américaine a-t-elle triomphé ?

CT : Ces questions demeurent encore ouvertes. J'avais beaucoup de sympathie pour George Grant et les problèmes philosophiques qu'il abordait, mais ce qu'il a dit du Canada n'était peut-être pas tout à fait exact. Il y eut une tradition ayant commencé avec les Royalistes d'une conception de la solidarité qui demeure encore foncièrement différente de celle des Américains. S'il est vrai qu'elle n'a plus la même ampleur qu'elle put avoir, il s'agit de quelque chose qu'il faut recréer. Cette tradition n'est pas enterrée et [sa vitalisation] est un *work in progress*. [...] Même si le Parti conservateur du Canada s'est rapproché dans les dernières décennies d'une vision davantage à l'américaine, le Canada demeure foncièrement différent sur différents fronts (rires, *ndlr*).

LD : Quelles sont, selon vous, les raisons de croire, Professeur ? Y en a-t-il ? Parlez-nous de votre travail entrepris dans *A Secular Age*.

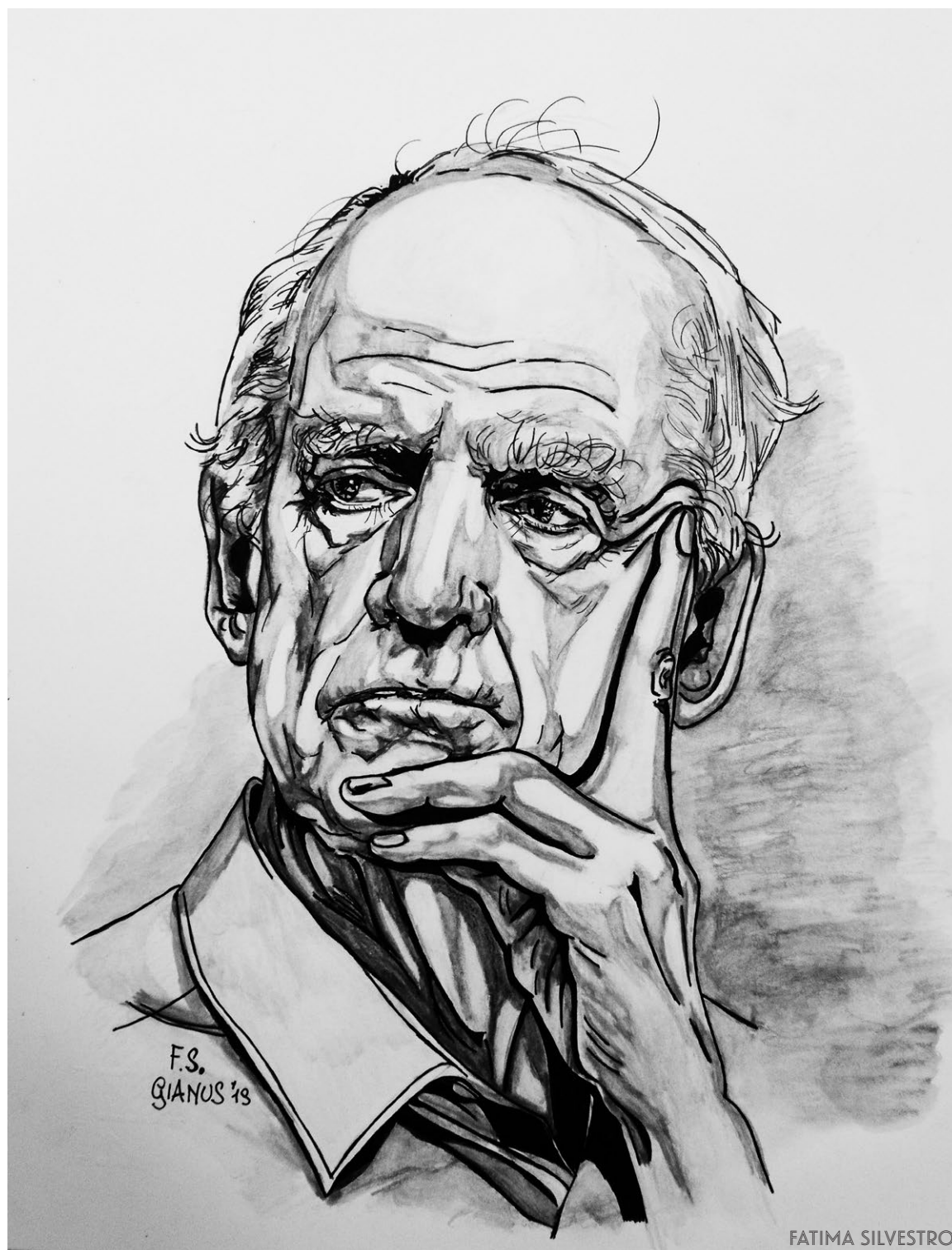
CT : Je crois qu'en un sens, oui ! J'ai décidé – et ce fut en quelque sorte une préférence qui n'est pas tant partagée – de révéler mes propres croyances et surtout au dernier chapitre. Je les ai présentées comme elles me paraissent, c'est-à-dire en des termes très positifs. Pour autant, en un autre sens, non ! Je tenais à ce que ce livre représente, ou donne, une certaine expression à des positions auxquelles nous ne pouvons pas nous opposer. Il y a certainement un peu de Nietzsche dans tout cela, malgré le fait que j'ai voulu y tendre le moins possible. Le livre en entier s'essaie à plusieurs choses et à plusieurs prises de position ; j'ai aussi tenté de donner des raisons pour le

non-croire. Il est cependant juste de dire que ce livre appartient à l'univers des propositions. Il invite à considérer certaines choses, voire à les accepter. Il se veut aussi l'espace d'un dialogue. Je ne prétends pas avoir la réponse définitive.

LD : Un dernier mot sur lequel nous devrions méditer ?

CT : Réveillons-nous aux dangers qui nous guettent ! Pour nous réveiller, il nous faut de la sensibilité ; l'intelligence ne sera pas suffisante. ☉

Propos recueillis par
SIMON TARDIF
Éditeur Philosophie



FATIMA SILVESTRO

Nature en déchéance

AUDREY BOURBON
Éditrice Culture

Je me meurs. Je sens le poison dans ma sève, la décrépitude dans mon sang. Je souffre. J'attends avec impatience le lever du soleil tous les jours. Il ne réchauffe qu'une parcelle de ma peau si froide. Et mon âme. Ou peut-être est-ce une simple illusion. Cette chaleur me fait oublier temporairement ma décadence. Mes branches s'affaissent mollement vers le sol. Je me rappelle l'époque où elles tendaient si fièrement vers le ciel. Mes bras étaient ouverts, si accueillants. Les simples arbustes me jalouaient. Le jeune homme? Un peu plus loin m'enviait avec tellement d'ardeur. Mon écorce brillait au soleil ou à la Lune. Mon tronc encore sain était fort et imposant. Aujourd'hui, il peine à soutenir son propre poids. Mes os sont faibles. Pourquoi la force a-t-elle décidé d'habiter ailleurs? Nous faisons une belle équipe, elle et moi. Je lui rendais sa juste valeur et elle me donnait sa grâce. Je régnais dans la nature. Mes racines se nourrissaient avec verve dans le sol. Je ne suis plus que l'ombre de celui que j'étais. Mais elle fait pitié. Elle se cache timidement derrière. Je ne produis plus de bourgeons au printemps. Il semblerait que la maladie affecte mon système reproductif. J'en ai d'abord été choqué, mais après y avoir longuement réfléchi, à quoi bon étendre des parcelles de nous-même alors que celles-ci nous échappent?

La maladie me prend tout. Je suis seul. J'attends. Je ne sais plus ce que j'attends. J'ai oublié. Je suis confus. Ça m'arrive. De plus en plus. Passer ses jours dans le même décor, toujours. Je comptais les couchers de soleil, au début. J'ai perdu le compte. Avec le compte est aussi parti l'espoir. Après l'hiver, mes feuilles n'ont pas repoussé. Tout est resté à l'intérieur, ou peut-être suis-je rendu vide. Je n'ai plus rien à donner. La douleur prend toute la place. J'en suis désormais composé. Ça brûle. Je regarde parfois mon corps, craintif d'être victime d'un feu de forêt? Je ne sais pas si ça me soulage de voir que je ne me suis pas transformé en flamme. Ça mettrait fin plus vite à mon calvaire. Mais ce n'est pas comme ça que ça fonctionne, ici. « C'est de l'acharnement thérapeutique », je leur crache au visage. Pourquoi est-ce qu'on ne me laisse pas mourir? Je veux juste que tout s'arrête. Deux de mes branches ont cassé cette semaine, d'épuisement. Quand je disais que la maladie me prenait tout. On ne peut même plus me considérer comme un arbre, je n'en ai plus les caractéristiques. Ma dignité m'a quitté.

Ce matin, j'ai demandé la pilule. On m'a répondu qu'il n'y en avait pas.

Il semblerait que même dépourvu de mon humanité je sois damné à me laisser pourrir.

J'attends. ☹



NIELS ULRICH

THÉÂTRE

Un ballet de haut vol

Le Ballet national de Pologne danse un *Lac des cygnes* impeccable à la Place des arts.

LÉA BÉGIS
Contributeur

Si l'un des plus célèbres ballets, maintenant considéré comme un chef-d'œuvre et comme l'une des plus grandes réalisations de la culture russe, fut d'abord un échec à sa sortie en 1876, il a ravi les planches le 21 février 2019 à la Place des arts. En effet, la production du Ballet national de Pologne a enchanté le public montréalais, qui a applaudi après chacune des danses.

Une transposition judicieuse

Conte de fées à l'origine, l'intrigue bien connue a cette fois-ci été transposée à l'époque de la Russie impériale, dans les dernières années de la vie de Tchaïkovski, c'est-à-dire de 1884 à 1896. Le chorégraphe Krzysztof Pastor a en effet constaté une similitude entre l'histoire du *Lac des cygnes* et un célèbre épisode historique du règne du tsar Alexandre III. Voulant distraire son fils, le prince héritier russe Nicolas, de son amour de jeunesse pour la princesse Alix de Hesse, le tsar lui présente la jeune



DAMIAN SIQUEIROS

ballerine Mathilde Kschessinska, danseuse étoile. Cependant, le romantique Nicolas tombe amoureux de la jeune femme et s'ensuit une passion qui fait presque renoncer le tsarévitch au trône. Toutefois, Nicolas retrouve la raison ainsi que son amour pour Alix, qu'il épouse avant d'être couronné tsar après la mort de son père. Dans la mise en scène du Ballet national de Pologne, le prince Siegfried est représenté par Nicolas, Odette par Alix, Odile

par Mathilde, et Rothbart par Alexandre. L'histoire des cygnes enchantés, racontée dans le livre préféré de Nicolas, lui apparaît en rêve. Le choix de la transposition est original et intéressant, mais peut engendrer de la confusion et de l'incompréhension chez le spectateur familier avec l'intrigue originale.

Un décor réaliste

Ainsi, dans les superbes décors

de type trompe-l'œil figurent tour à tour les salles du palais impérial, le lac à Krasnoïe Selo et la salle de bal de Mathilde. Quant aux costumes, tout en couleurs et en brillants, ils sont fidèles aux vêtements de l'époque. Cependant, l'immense cape de Rothbart/Alexandre semble le gêner dans ses mouvements et distrait l'attention du spectateur sur l'action. De plus, sa couleur cuivrée détonne dans la palette de couleurs du reste des costumes.

Une synchronisation inouïe

Bien que le chorégraphe ait adapté le livret et la chorégraphie, il a conservé les séquences de danse célèbres des chorégraphes contemporains de Tchaïkovski, Lev Ivanov et Marius Petipa. Les danseurs du Ballet national de Pologne font preuve d'une maîtrise remarquable et d'une synchronisation exceptionnelle dans les chorégraphies du corps de ballet. Les mouvements des cygnes sont exécutés admirablement et leur pas de quatre est d'une coordination époustouflante. Tandis que Maksim Woitiul (Volkoff le hussard) démontre une grâce et une précision épatantes, Vladimir Yaroshenko (Nicolas) est doté d'une belle souplesse. Le pas de deux de Nicolas et du tsar mourant est particulièrement touchant et réalisé avec beaucoup de dextérité.

Cependant, la fin du spectacle bat de l'aile. En effet, la scène finale ne contient pas l'air célèbre du ballet, et est suivie d'un « épilogue » peu pertinent car très bref, qui présente le couronnement de Nicolas. ☹

« Travailler d'arrache-pied »

Le Délit rencontre le compositeur numérique émergent, Jonathan Myst.



Compositeur de musique indépendant, Jonathan Myst réalise des bandes sonores pour des projets personnels, mais aussi pour différents clients. Faisant partie des compositeur·ice·s émergent·e·s du Grand Montréal, Myst compose principalement à partir d'un clavier, d'une bibliothèque de son, et d'un logiciel composé de près de 40 000 instruments. Autodidacte et assoiffé de création, il partage avec *Le Délit* son processus créatif.

Le Délit (LD) : *Pouvez-vous vous présenter et nous expliquer votre parcours?*

Jonathan Myst (JM) : Je suis Jonathan Myst, j'ai commencé au cégep en composition classique et j'ai quitté le programme et appris à composer par moi-même. Ça m'a pris beaucoup de temps, car évidemment je n'avais personne pour m'encadrer. J'ai donc passé des journées entières, soit de 8 à 10 heures, à composer sans m'arrêter. J'ai travaillé sur des projets dont j'étais fier sur le coup, mais pour lesquels, après un an, je me rendais compte que c'était tout à fait *merdique* - ce qui témoigne de mon évolution. Ce sont des heures et des heures de travail, certes, mais ça m'apporte de l'expérience aujourd'hui pour ce que je fais. J'occupe un emploi à temps plein, mais lorsque j'arrive chez moi je commence à composer.

LD : *Par quoi commencez-vous*

pour ce genre de projet?

JM : La première étape, qui est pour moi la plus difficile, c'est de trouver l'idée directrice. C'est pendant cette étape que je fais les cent pas, que je me rassois, et que j'essaie plusieurs variations des bribes d'idées que j'ai eues. Il vient un point où une idée reste, et je travaille à partir de cela. Je regarde la vidéo que l'on me donne, parfois plusieurs fois sans arrêt, et des fois je n'y trouve rien, mais lorsque j'ai l'idée, tout s'enchaîne. Lorsque je commence à travailler, rien ne peut m'arrêter : je peux travailler 10 ou 12 heures en ligne et j'en oublie même de me nourrir (rires, *ndlr*). Le projet avance alors très bien et tout est complété : si je crée deux minutes de matériel, c'est une partie que je garde dans son entièreté sans la retoucher. Je me base sur ce début de mix audio afin de poursuivre mon travail le lendemain afin de me donner une ligne directrice, un plan à suivre. J'essaie de commencer mes projets lorsque j'ai plusieurs jours de congé pour ne pas arrêter mon élan créatif. Je peux parfois travailler près de 30 heures en 3 jours.

LD : *Comment vous organisez-vous dans votre ébauche?*

JM : Le projet sur lequel je travaille présentement comporte 41 sons, instruments et effets. Je n'ajoute jamais les 41 en même temps, sinon le fichier deviendrait beaucoup trop épais à gérer. Les

différentes trames sont déjà complètes, les épaisseurs ajustées, et je les place dans la ligne du temps suivant le plan que j'ai de la vidéo sur laquelle je dois travailler.

LD : *Est-ce qu'il vous arrive de créer du matériel que vous n'utilisez pas?*

JM : Si vraiment ça arrive, je les mets de côté. Je prends le segment au complet et je le garde, car il arrive que j'efface certaines parties ou que je travaille pendant des heures sur mon idée initiale et que ça produise un autre résultat, mais avec la même forme. Par moment, ces transformations suivent exactement ce que j'avais en tête, mais la plupart du temps ces segments finissent effacés. Toutefois, il arrive que je retouche une partie de mon travail et que j'obtienne exactement ce que je désirais. Ce qui est difficile c'est que je débute à partir de rien, car aucune théorie ne peut s'appliquer parfaitement à un projet. Je préfère chercher un son qui sera unique au projet que l'on me propose. Je vais avoir une trentaine d'idées, il n'y a pas de problèmes, mais je suis constamment à la recherche de la trentième, la meilleure.

LD : *Utilisez-vous un équipement en particulier?*

JM : Au niveau de l'équipement, ce n'est rien de vraiment complexe. L'idée n'est pas d'avoir beaucoup de matériel, mais

plutôt le bon. Personnellement, je n'ai pas acheté une multitude d'instruments ou d'appareils, mais plutôt fait une recherche à savoir ce qui allait me convenir. Je travaille avec un clavier de la marque Komplete avec des haut-parleurs JBL. Pour le son et les instruments, je fais affaire avec deux compagnies avec lesquelles j'ai un abonnement mensuel qui me permet de piger dans une banque de 40 000 instruments. Tous ces sons sont reliés à mon clavier et je peux les modifier selon mes besoins.

LD : *Est-ce qu'il vous arrive de sortir de votre zone de confort?*

JM : Le travail de compositeur est un apprentissage constant. Par exemple, pour la création de la trame sonore que l'on entend pour le jeu vidéo *Gris*, j'ai pris la vidéo, retiré le son, et ajouté la musique par-dessus. Je me suis rapidement rendu compte que la vidéo semblait étrange puisqu'en retirant le son, j'avais aussi retiré les effets sonores : mon mixage audio fonctionnait, mais il manquait le son ambiant ! J'ai donc dû m'improviser bruiteur pour pallier au problème. Lorsque le personnage atterrit sur un arbre métallique, j'ai utilisé le son d'une aiguille de gramophone et le son de feuilles au vent. En mélangeant les bonnes fréquences, j'ai été en mesure de reproduire le son hypothétique d'un arbre aux feuilles de métal.

LD : *Avez-vous un conseil pour ceux et celles qui désirent s'initier à la composition musicale?*

JM : Pour plusieurs compositeurs, ce genre de travail leur est très facile. En fait, je dis facile, mais ce n'est pas vrai : ceux et celles qui ont fait plus d'étude dans la matière ont développé une oreille un peu plus fine et se sont construit une banque de ce qu'ils peuvent utiliser. Personnellement, j'ai appris à composer par moi-même, donc je sais que j'ai probablement un certain manque à ce niveau. Pour ceux qui veulent commencer par eux-mêmes, il faut beaucoup travailler afin d'arriver à des résultats. Cependant, il est normal qu'au début les résultats ne soient pas satisfaisants. C'est à force de mettre des heures dans la composition et les essais et erreurs qu'il est possible d'atteindre quelque chose qui sonne bien. C'est comme lors de l'apprentissage d'un instrument de musique : les débuts sont ardues et difficiles, mais c'est en y travaillant d'arrache-pied que nous arrivons à ce que nous voulons entendre. ☺

Propos recueillis par
VINCENT MORREALE
Coordonnateur Multimédias

LIGNE DE FUITE

THAÏS ROMAIN
Contributeurice

UN ÉQUILIBRE

DÉSIRER PLUS, OU DU MOINS TOUJOURS MIEUX.

SERAIT-CE D'AVANTAGE UN SENTIMENT RONGEUR D'INSATISFACTION

QU'UNE CURIOSITÉ CONSTRUCTIVE?

DIFFICILE À DIRE.

TANTÔT BÉNÉFIQUE, TANTÔT DESTRUCTEUR.

COMMENT L'APPRÉCIER?

EN VÉRITÉ, LA POURSUITE CONTINUELLE DE NOTRE ÉPANOUISSEMENT

EST DÉSTABILISANTE.

SI ELLE NOUS AMÈNE À NOUS DÉPASSER,

À NOUS BATTRE POUR NOTRE OBJECTIF,

ELLE NOUS CONDUIT ÉGALEMENT TROP SOUVENT

À VIVRE DANS L'INTRANQUILLITÉ,

ET AINSI PEUT S'AVÉRER NOCIVE.

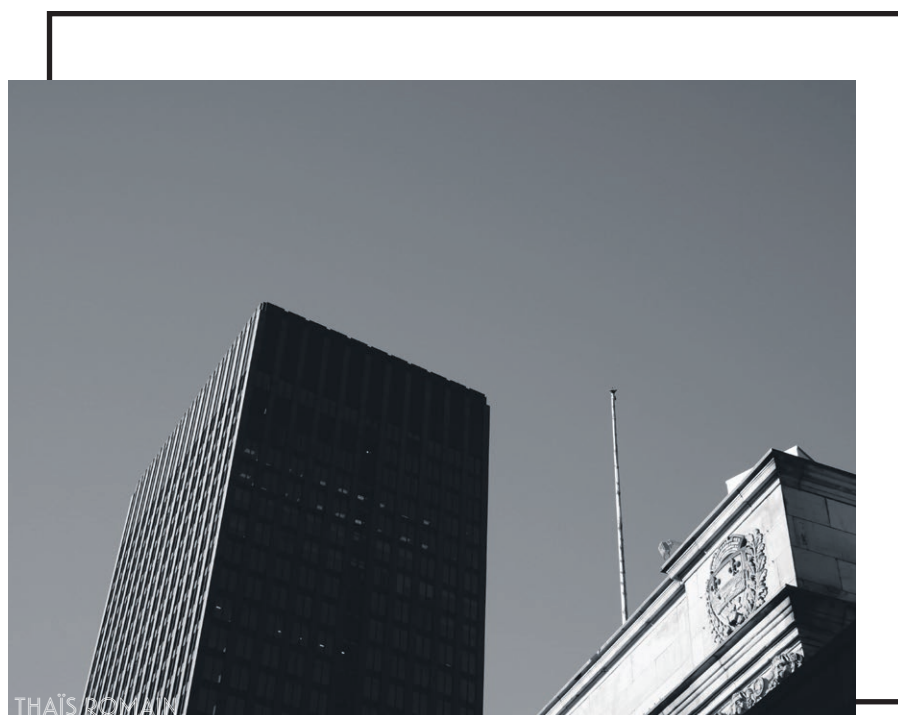
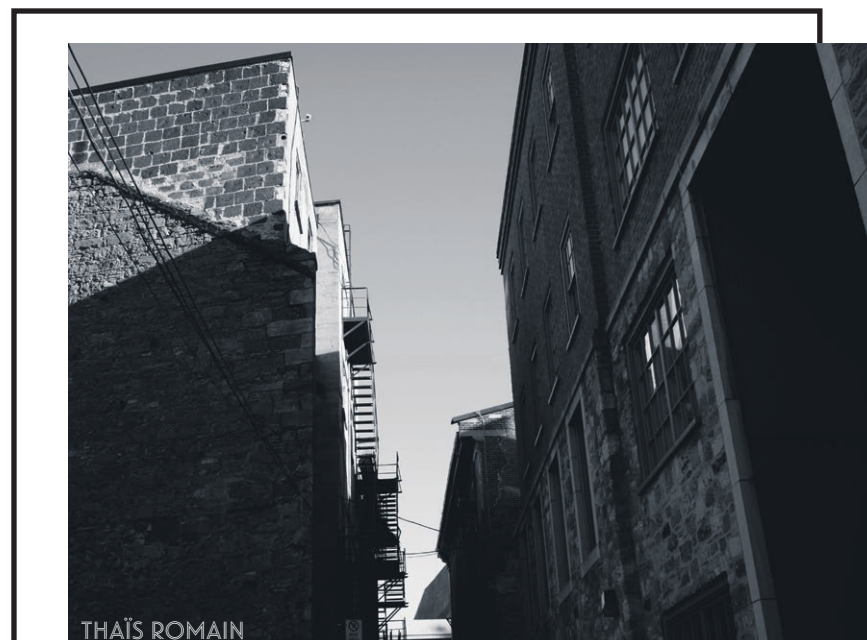
À QUOI BON?

RELATIVISONS NOS ÉPREUVES

AYONS CONFIANCE EN NOS CHOIX.

QUE NOTRE PERSÉVÉRANCE ABREUVE

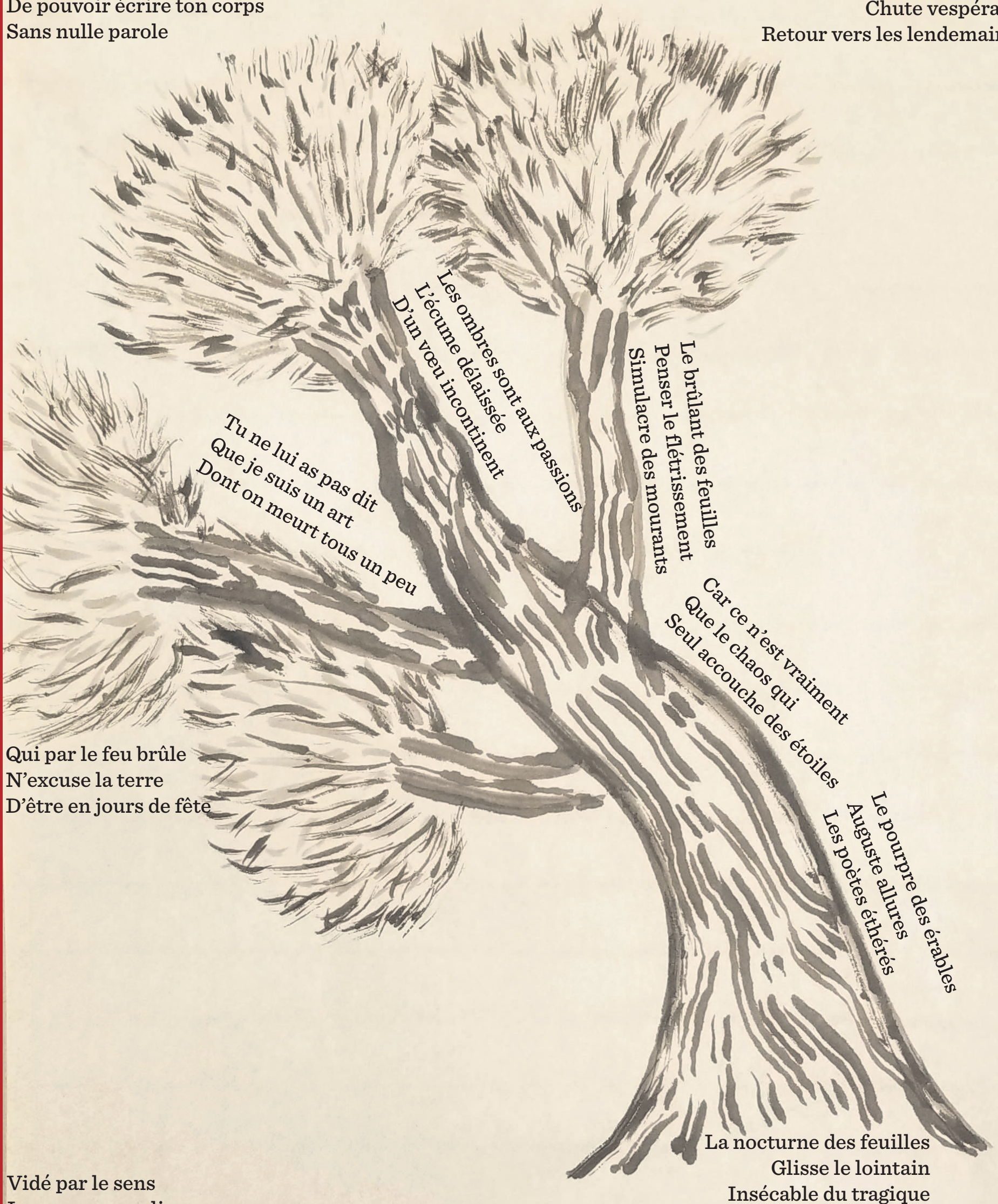
CETTE PROGRESSIVE QUÊTE DE SOL.



Florilèges tardifs

Je te remercie
De pouvoir écrire ton corps
Sans nulle parole

Archéologie ;
Chute vespérale
Retour vers les lendemains



Les ombres sont aux passions
L'écume délaissée
D'un vœu incontinent

Tu ne lui as pas dit
Que je suis un art
Dont on meurt tous un peu

Le brûlant des feuilles
Penser le flétrissement
Simulacre des mourants

Car ce n'est vraiment
Que le chaos qui
Seul accouche des étoiles

Le pourpre des érables
Auguste allures
Les poètes éthérés

Qui par le feu brûle
N'excuse la terre
D'être en jours de fête

La nocturne des feuilles
Glisse le lointain
Insécable du tragique

Vidé par le sens
Lueur sur mon livre
Dévoiler le blanc des pages

TEXTE ET IMAGE SIMON TARDIF

Pierre Kwenders vise la lune

Rencontre avec un artiste montréalais aux multiples facettes.

PAUL LLORCA
Coordonnateur Réseaux

Pierre Kwenders, ou PK, est « chanteur, DJ, ambienceur, ambassadeur de la bonne humeur, disciple de Douk Saga », et cofondateur du collectif *Moonshine*. Ce collectif organise des soirées depuis plus de quatre ans, à Montréal, les samedis, après la pleine lune. Les DJs y sont variés, la musique aussi : afro-house, house, coupé-décalé, reaggeton, techno. Cette exhaustivité est importante pour Kwenders : « Mélanger les genres, c'est le secret, c'est important parce que, des fois, on peut très facilement oublier que les gens bien qu'ils veulent danser en écoutant un DJ, ils veulent aussi découvrir ». C'est ce qui frappe quand on va à une de ces soirées. Chaque DJ apporte un nouveau style, une nouvelle danse. C'est un véritable « voyage du mouvement, parce que le corps bouge de différente façon. C'est tout un exercice physique, mais qu'on fait avec plaisir, dans ce voyage musical ».

Moonshine vient d'un manque, ressenti par PK et ses ami-e-s, une fois arrivé-e-s à Montréal : « On sentait ce manque-là quand on sortait – et déjà on sortait pas souvent, parce que les quelques fois où on sortait, on écoutait et dansait sur la même musique. » L'idée était de faire une soirée pour eux, par eux, étant majoritairement issu-e-s de la diaspora africaine. Il monte ce projet en partie pour financer sa tournée européenne, mais aussi, rappelle-t-il, pour « jouer de la musique qu'on aime » avec ses ami-e-s. Mais dès la première soirée, c'est un succès. Plus de 200 personnes se sont présentées : c'était le début d'un rendez-vous mensuel. « Les gens se sont attachés très rapidement à ce qu'on offrait comme musique et comme *vibe*. Parce qu'à la base c'est vraiment une *vibe* très familiale, très amicale, et on a toujours voulu garder ça comme ça ». Cette sensation d'intimité et de confort est quelque chose que l'on ressent beaucoup lors de ces soirées. Puisque ces nuits musicales sont souvent organisées dans un entrepôt, on a de la place pour danser, discuter, écouter, loin de la sensation étouffante propre aux boîtes étriquées. Ces soirées finissent tard, souvent après six heures. Une évidence pour Pierre : « En Europe et en Afrique, ça ferme pas à 3h quoi, tant que la fête est pas finie, elle est pas finie! »

Montréal ou Kinshasa

Habitant à Montréal depuis 2001, Pierre est né à Kinshasa, où il a grandi. Arrivé à 16 ans, il a fini son secondaire et est allé à l'université



ici. C'est aussi dans la métropole québécoise qu'il a commencé la musique. Il est attaché à cette ville qui l'a vu mûrir et dans laquelle il s'est épanoui artistiquement : « Montréal m'inspire tout le temps, et je ne pense pas que j'aurais fait la musique que je fais aujourd'hui si je ne vivais pas à Montréal. » Il apprécie sa taille, sa liberté, qu'il préfère à Paris. « Si j'habitais à Paris, je ne sais pas où mon inspiration irait. Probablement que ça serait totalement autre chose. La vie à Montréal, c'est une plus petite communauté, ce qui permet de travailler beaucoup plus facilement et d'avoir accès à certaines choses beaucoup plus rapidement qu'à Paris. » C'est ici qu'il s'est formé, qu'il a fait de la musique son métier. Il se sent bien ici, une ville où il se sentira toujours chez lui.

Le « rêve africain »

Pierre parle souvent – dans ses entrevues – « du rêve africain ». Partant à la base d'un simple

jeu de mots faisant écho au rêve américain, ce rêve africain est lourd de sens. Il correspond à sa réalité : « Étant né en Afrique, je suis fier de dire que je vis le rêve africain, par ce que je fais, de promouvoir la culture africaine, et toutes les cultures afrocentriques qui peuvent exister. Et de ça, j'en suis fier. » En tant que membre de la diaspora africaine, il considère important « d'essayer de redonner à ce continent-là qui nous a donné la vie, nous qui sommes ici, qui bâtissons des carrières, ou qui faisons la promotion de la culture africaine ». Souvent qualifié, à tort, du terme galvaudé de « world music », sa musique et ses DJ sets se veulent être le reflet d'un certain panafricanisme musical. En tant que DJ, il s'inspire de Branko, Black Coffee et de son ami Bonbon Kojak, lui aussi membre du projet *Moonshine*, qui l'inspire énormément « même si on n'a pas

nécessairement le même style ». Ses sets s'inspirent principalement de musique africaine : « Le coupé-décalé, afro-house, afrobeat, le kuduro, du dongo, de la rumba congolaise, et j'essaye du mieux que je peux, à ma façon, de représenter ça quand je mixe, de faire voyager les gens. » C'est pourquoi il joue souvent des morceaux rares, peu connus, prônant l'importance de la découverte musicale. Une démarche bénéfique pour tout le monde : « Le chanteur qui a composé la chanson va être heureux parce que des gens vont découvrir sa musique, le DJ est heureux parce qu'il a fait découvrir de la musique, et les gens qui viennent danser sont heureux parce qu'ils viennent de découvrir la musique, qu'ils pourront ajouter à leur bibliothèque musicale et sur laquelle ils pourront danser à nouveau. » Sa musique se veut sans frontières, comme sa pratique artistique.

Une exhaustivité artistique

Kwenders est depuis peu acteur au théâtre : il joue dans *Ombre Eurydice Parle* d'Elfriede Jelinek, mis en scène et adaptée par Stéphanie Cardi, Mathieu Leroux et Louis-Karl Tremblay. Il y interprète Orphée, et est « accompagné de trois actrices magnifiques, Louise Bédard, Stéphanie Cardi et Macha Grenon, qui toutes jouent le rôle d'Eurydice ». Il joue un artiste-chanteur, aimé de tous. Ce rôle lui a été proposé un peu par hasard. « Je venais de finir le tournage du film *Les Salopes* de René Beaulieu avec Brigitte Poupart et Louis-Karl m'a contacté par email, en me disant : « Pierre je vais faire une adaptation du mythe d'Orphée et puis j'aimerais te parler pour voir si tu serais intéressé pour le rôle d'Orphée, ça serait bien si on pouvait se rencontrer. » Un nouveau défi pour lui, excitant, mais intimidant « parce que les gens sont là, ils te voient, c'est direct, le niveau de stress est plus élevé ». Il tire de cette expérience une nouvelle présence scénique. Il y a une certaine continuité entre ses différentes facettes. « La musique que je découvre en tant que DJ m'inspire énormément dans mon art, dans ma musique à moi. Les textes que je vais apprendre au théâtre, les émotions que je dois exprimer, tout ça peut se retrouver sur une chanson d'une manière ou d'une autre. » En décloisonnant sa pratique artistique, il semble capable d'aller plus loin, de proposer une approche nouvelle, complexe.

En fait, Pierre Kwenders est partout. En streaming sur toutes les plateformes légales, on peut écouter ses deux albums ; sur *Soundcloud* où l'on peut retrouver ses sets, ainsi que les nouvelles sorties de son label *Moonshine*. Il est aussi mannequin pour la marque montréalaise *Eden Power Corp*. À Montréal, il joue sur les planches du Théâtre Prospero, du 11 au 27 avril, dans *Ombre Eurydice Parle*. Il anime les soirées *Moonshine*, tous les samedis après la pleine lune, mais mixe aussi les jeudis soirs au bar le Ti Agrikol. Par ailleurs, avant une date, il est souvent au Marché Méli-Mélo, à côté de la station Fabre. C'est un restaurant haïtien où il a ses habitudes : « C'est un rituel quand je tourne, au Québec par exemple, je m'arrête toujours là, je me prends une assiette griots puis ça fait mon repas pour la journée quoi (rires, *ndlr*). Ça remplit très bien et puis c'est vraiment un de mes endroits favoris de la ville quoi. »